

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 Avenue Didier Daurat  
CS 40331  
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 16/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE**

Usine d'Estarac  
31360 Boussens

Références : 2025/572  
Code AIOT : 0006802544

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE implanté Usine d'Estarac 31360 Boussens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 « plan de modernisation des installations industrielles » dit PMII. L'âge de l'outil industriel français est un des facteurs du vieillissement des équipements industriels, comme l'illustre l'accidentologie de ce secteur. Le suivi et la maîtrise des conséquences du vieillissement des équipements industriels sont donc des facteurs essentiels de la maîtrise des risques technologiques.

Les arrêtés ministériels du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement [ICPE] soumises à autorisation, du 3

octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une ICPE soumise à autorisation et du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des ICPE, intègrent un ensemble de dispositions réglementaires visant à suivre les équipements pouvant conduire à des risques pour la vie humaine et pour l'environnement. En vigueur depuis maintenant plus d'une dizaine d'années, ces dispositions réglementaires font maintenant partie du « paysage réglementaire » global et n'ont plus fait l'objet, depuis 2017, d'action nationale dédiée.

L'action nationale 2025 "PMII" a notamment pour objectif de vérifier la bonne appropriation, dans le temps, du cadre réglementaire et la mise en œuvre pérenne des différentes exigences de suivi des équipements. Cette action vise en particulier la pertinence du recensement réalisé par les exploitants et la bonne mise en œuvre des programmes de surveillance, notamment par le respect des échéances.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE
- Usine d'Estarac 31360 Boussens
- Code AIOT : 0006802544
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site BASF de Boussens, anciennement Cognis et intégré au groupe BASF depuis 2010, est une usine chimique d'environ 100 salariés, spécialisée dans la transformation d'huiles végétales en ingrédients industriels. L'activité s'articule autour de plusieurs ateliers, certains fonctionnant en continu, d'autres en batch. Les plus grandes cuves du site sont dédiées au stockage des matières premières, principalement des huiles végétales destinées à la fabrication d'alcools gras et d'esters méthyliques.

Les produits finis sont commercialisés sous forme liquide ou solide après pastillage. Le site a également exploité un atelier de stérols, consistant à extraire des stérols végétaux à partir de résidus issus de la distillation de biocarburants, utilisés comme agents anticholestérol, avant son arrêt faute de disponibilité de matières premières.

En raison de la nature et des quantités de substances chimiques mises en œuvre et stockées, le site est classé Seveso seuil haut et encadré par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires (20 octobre 2010, 6 septembre 2016, 17 décembre 2018, 21 et 22 avril 2020, 31 mai 2021 et 2 février 2022).

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	7)	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	Recensement des ouvrages soumis au PMII	04/10/2010, article 6		
10	Plan d'inspection des réservoirs 03/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
2	2) Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet
3	3) Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Sans objet
4	4) Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Sans objet
5	5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
6	6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
8	8) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Examen d'un dossier de réservoir 03/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La réglementation relative au plan de modernisation des installations industrielles (PMII) est connue de l'exploitant depuis sa mise en œuvre au début des années 2010. Le recensement est réalisé et le plan d'inspection en place, pour les équipements suivis, n'appelle pas de remarques particulières. Toutefois, à l'issue de l'inspection, il apparaît que quelques actions correctives sont attendues de la part de l'exploitant :

- identification et recensement des massifs de fondation des réservoirs à améliorer ;
- liste des contrôles réalisés dans le cadre des visites périodiques à compléter;
- compétences des intervenants responsables des visites périodiques des installations, réalisées dans le cadre de la démarche PMII, à justifier.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1) Champ d'application démarche PMII

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Champ d'application
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement est bien soumis à autorisation au titre d'au moins une rubrique ICPE, ce qui rend l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 applicable à l'ensemble du site.</p> <p>L'exploitant connaît les dispositions de la section 1 relative à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements, appelée ci-après réglementation PMII ou PM2I (=plan de modernisation des installations classées).</p> <p>À noter qu'en 2016, avec l'entrée en vigueur de la directive européenne "Seveso 3", et la création des rubriques n° 4xxxx, les installations de stockage de liquides inflammables sont sorties du régime de l'autorisation : auparavant soumises à autorisation, elles relèvent, désormais, du régime d'enregistrement, tout en restant soumises à certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 cité dans la partie contexte du présent rapport.</p> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire de 2016 fait d'ailleurs référence aux arrêtés ministériels du 3 octobre 2010 et du 1er juin 2015.</p>

Le recensement initial des équipements soumis au PMII a été réalisé en 2012-2013, en s'appuyant sur l'ensemble des dossiers techniques disponibles ; l'exploitant a, depuis, mis à jour cette liste et tient à disposition les éléments justificatifs correspondants, notamment les données de rétention des réservoirs ainsi que les fichiers et la méthodologie utilisés pour ce recensement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PMII**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou
- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et
- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant a construit son recensement PMII à partir d'une analyse croisée des substances stockées (matières premières, intermédiaires et produits finis) et des caractéristiques de chaque réservoir. Pour chaque bac, les mentions de danger associées aux produits concernés ont été examinées afin de vérifier l'application des seuils définis par la prescription (H400/H410 > 10 m<sup>3</sup> ; H411 > 100 m<sup>3</sup> ; H300 à H361 > 100 m<sup>3</sup>).

L'établissement dispose de bacs dédiés ainsi que de bacs multiproduits. Parmi l'ensemble des alcools gras manipulés, seul le produit désigné "C12", ou les mélanges contenant plus de 25 % de C12, présentent des mentions H400 ou H410 ; ces substances sont utilisées en faibles quantités mais ont été isolées sur des bacs spécifiques. Le site a ainsi élaboré un tableau croisé indiquant, pour chaque réservoir, les volumes, les produits effectivement stockés et les mentions de danger associées, permettant de déterminer de manière fiable si le réservoir entre dans le périmètre PMII.

L'exploitant utilise par ailleurs un logiciel de gestion des équipements, qui génère des alertes, archive l'ensemble des inspections et consolide les contrôles réglementaires (PMII, inspections équipements sous pression [ESP], contrôles internes). Deux réservoirs d'un volume de 10 m<sup>3</sup>, qui ne devraient théoriquement pas relever du PMII, sont volontairement suivis selon les mêmes

exigences.

Interrogé sur la présence de réservoirs de grande capacité dédiés au C12 alors que ce produit n'est que peu fabriqué, l'exploitant indique qu'ils sont maintenus afin de garantir une capacité interne de production pour le groupe BASF en cas de campagne ponctuelle (jusqu'à 400 tonnes). Ces réservoirs sont donc retenus dans la liste PMII au titre des mentions H400/H410.

L'inspection a pu vérifier, par sondage, la cohérence des informations fournies par l'exploitant pour 3 bacs de stockage de produits "C12 / C14". Ces bacs, de capacités supérieures à 10m<sup>3</sup> (l'un de 160 et deux de 60) sont bien suivis au titre du PMII, pour les mentions de dangers H400 et H410 des produits stockés dans ces réservoirs.

Concernant les autres mentions de danger, l'exploitant confirme que les produits H411 ne sont pas stockés en bac (uniquement en quantités de laboratoire). S'agissant des seuils > 100 m<sup>3</sup> pour les mentions H300 à H361, seuls les réservoirs de méthanol sont concernés, mais ces derniers sont déjà intégrés au titre de la réglementation « liquides inflammables » (arrêté du 3 octobre 2010 et arrêté du 1er juin 2015 , cf *fiches de constat n°9 et 10*)

Aucune autre substance du site ne remplit ces critères, et aucun réservoir n'a été exclu du périmètre PMII pour absence de risque environnemental important.

La mise à jour du recensement PMII est garantie par la procédure interne de gestion des modifications, qui impose une évaluation systématique des impacts réglementaires pour toute évolution matérielle ou procédurale. Chaque modification est examinée par les services Qualité, Sécurité et Technique, avec des questions dédiées à l'ICPE, au POI, à l'étiquetage, aux fiches de données sécurité [FDS] et à la modernisation des installations, ce qui inclut explicitement la révision de la liste PMII.

Au jour de la visite, le site compte 24 réservoirs soumis au suivi PMII, dont 17 au titre de l'arrêté ministériel du 03/10/2010, auxquels s'ajoutent 2 réservoirs suivis volontairement, soit un total de 26 réservoirs concernés sur environ 149 bacs présents sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : 3) Dossier des réservoirs

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10

#### **Prescription contrôlée :**

4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)

#### **Constats :**

<p>Lors de la visite, l'inspection a examiné, par sondage, le dossier d'un réservoir de stockage d'alcools (hors méthanol). L'exploitant a présenté l'état initial de cet équipement, fabriqué en 1979, incluant son volume, sa pression maximale de service, les plans cotés et les matériaux de construction, ainsi que l'historique des contrôles et interventions réalisées.</p> <p>L'exploitant indique disposer d'un fichier recensant l'ensemble des réservoirs soumis au PMII, avec les dates des dernières visites de routine, des inspections externes en exploitation et des inspections hors exploitation.</p> <p>Pour le réservoir examiné, la prochaine visite de routine est prévue le 17/11/2026, les inspections externes détaillées et hors exploitation au 23/11/2027, la dernière inspection hors exploitation datant du 23/11/2017.</p> <p>L'exploitant précise également que des trappes sont aménagées aux quatre coins des réservoirs calorifugés afin de permettre des mesures d'épaisseur lors des visites quinquennales, permettant la comparaison des résultats. Le dossier comprend, enfin, le programme de contrôle établi pour la visite de 2017, précisant les zones particulières à examiner, les dégradations potentielles à relever et leur codification selon les guides techniques dits "DT".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : 4) Plan d'inspection des réservoirs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspections 04/10</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;</li> <li>- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</li> <li>- pour les réservoirs de plus de 100 m<sup>3</sup>, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le programme d'inspection prévu par l'exploitant pour les réservoirs soumis inclut bien une visite de routine annuelle, une inspection externe détaillée tous les 5 ans ainsi qu'une visite hors exploitation détaillée tous les 10 ans pour les réservoirs supérieurs à 100 m<sup>3</sup>.</p> <p>Il indique utiliser un tableur informatique associé à un outil interne pour assurer le respect des périodicités de contrôle des réservoirs soumis au PMII. Lorsque le rapport d'une visite est enregistré, le logiciel calcule automatiquement la prochaine échéance ainsi que la typologie de contrôle associée. Le système prévoit des alertes automatiques : en cas de dépassement, l'outil</p>

génère un signalement, et des notifications par courriel sont envoyées à l'approche des échéances, selon des paramètres définis par l'exploitant. Celui-ci précise que l'outil permet également le suivi des ESP, pour lesquels les contraintes réglementaires sont fortes, nécessitant une gestion particulièrement rigoureuse. L'analyse de la liste des réservoirs, au jour de la visite, ne fait apparaître aucun dépassement d'échéance, l'exploitant indiquant que de tels cas demeurent très rares et concernent uniquement des visites de routine.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Tuyauteries et capacités - recensement 04/10

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

**Constats :**

Au regard des critères définis par la prescription, l'exploitant indique que les capacités présentes sur le site sont toutes soumises à la réglementation des équipements sous pression, mais que leur

<p>volume reste inférieur à 10 m<sup>3</sup>, de sorte qu'aucune d'entre elles n'entre dans le champ du PMII.</p> <p>Concernant les tuyauteries, un recensement croisé terrain/PID a été réalisé : les lignes en service atteignent au maximum un diamètre nominal [DN] 65 (notamment pour le méthanol), ce qui reste inférieur aux diamètres DN80 ou DN100 déclenchant l'intégration de l'équipement au PMII.</p> <p>Les tuyauteries de plus gros diamètre identifiées sur le site sont exclusivement dédiées à des utilités (eau, vapeur, condensats) et ne véhiculent pas de substances dangereuses.</p> <p>L'exploitant a, par ailleurs, confirmé que les tuyauteries soumises aux ESP ont fait l'objet d'un recensement spécifique. Ainsi, aucune capacité ni tuyauterie du site ne relève du champ d'application du PMII.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : 6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumises au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Tuyauteries et capacités – état initial inspections 04/10
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cf point de contrôle précédent, aucune tuyauterie ni capacité n'entre dans le champ d'application de la démarche PMII.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : 7) Recensement des ouvrages soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent</li> </ul>

arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et

- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

#### Constats :

Comme indiqué dans le constat n°2, il a été considéré que le site comportait 26 bacs soumis au PMII (dont 2 sur la base du volontariat de l'exploitant). En conséquence, l'ensemble des massifs et rétentions associés à ces réservoirs sont compris dans le périmètre PMII en application du présent article.

L'exploitant indique que les massifs de fondation des réservoirs ne font pas l'objet d'un recensement spécifique. Ils sont suivis conjointement avec les cuvettes de rétention, **sans identification individuelle : une même rétention peut comporter un ou plusieurs massifs, mais ceux-ci ne sont pas distingués dans la documentation interne**. L'exploitant précise que les modalités de visite applicables aux rétentions et aux massifs sont similaires, et requièrent les mêmes compétences en génie civil. Les fiches de visite présentées en séance affichent, en effet, la présence de contrôles visuels au niveau des supports de réservoirs.

Concernant les structures supportant des tuyauteries inter-unités, l'exploitant indique ne pas avoir recensé de tuyauteries relevant du PMII. Aucune structure support n'a donc été identifiée comme relevant du périmètre PMII. De même, aucun caniveau en béton ni fosse humide véhiculant des produits agressifs n'a été recensé comme entrant dans ce périmètre.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'identification et au recensement précis des massifs de fondation des réservoirs entrant dans le périmètre de l'article susvisé.

Ce recensement devra permettre d'individualiser chaque massif, y compris lorsqu'ils sont regroupés au sein d'une même rétention. Le suivi périodique de ces massifs pourra être réalisé conjointement avec le suivi des réservoirs associés ou de façon distincte.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 8 : 8) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de

l'ouvrage.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a bien défini les modalités de contrôle de ses ouvrages de génie civil soumis au PM2I, avec une description des zones à examiner et des méthodes de contrôle associées.</p> <p>Les rétentions et massifs font l'objet d'un contrôle annuel.</p> <p>L'examen du dossier démontre l'établissement d'un état initial des ouvrages à partir de 2015 : seules des photographies datées de cette époque sont disponibles, tandis qu'un état initial plus abouti n'a été établi qu'en 2017.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu consulter le dossier de suivi d'une rétention associée aux liquides inflammables (mise en service estimée en 1994), un programme de contrôle des fosses de rétention a été formalisé en 2019. Les dernières vérifications du massif et de la rétention associée datent du 13/12/2023, avec une nouvelle visite réalisée le 02/01/2025, soit avec un léger dépassement de périodicité. L'exploitant indique que ce type de dépassement est dû aux périodes de congés de fin d'année et reste très marginal.</p> <p>Les visites reposent sur une check-list dédiée.</p> <p>La périodicité appliquée est de 12 mois pour l'ensemble des ouvrages soumis au PM2I, tandis que les rétentions non concernées par cette réglementation font l'objet d'une visite quinquennale.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Examen d'un dossier de réservoir 03/10

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réservoirs - dossier 03/10
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;</li> <li>- volume du réservoir ;</li> <li>- matériaux de construction, y compris des fondations ;</li> <li>- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;</li> <li>- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;</li> <li>- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;</li> <li>- dates, types d'inspection et résultats ;</li> <li>- réparations éventuelles et codes utilisés.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Chaque réservoir rentrant dans la démarche PMII dispose d'un dossier de suivi individuel.</p> <p>Concernant les réservoirs dédiés au stockage de liquides inflammables, l'inspection a pu consulter le dossier dédié à un réservoir de stockage de méthanol identifié en annexe confidentielle.</p> <p>Ce dernier reprend la plupart des éléments requis : année de construction (1994), caractéristiques du réservoir, plans d'origine, matériaux de construction, historique des inspections, liquide stocké (méthanol). Certains éléments sont toutefois absents ou incomplets, notamment les informations</p>

relatives aux fondations (non retrouvées) ou à l'épreuve hydraulique initiale (probablement réalisée en interne selon l'exploitant mais non documentée au vu de l'année de mise en service).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Plan d'inspection des réservoirs 03/10**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29

**Thème(s) :** Risques accidentels, Réservoirs - Programme d'inspection 03/10

**Prescription contrôlée :**

29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.

29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection.

Ces inspections comprennent a minima :

- une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ;
- une inspection visuelle de l'assise ;
- une inspection de la soudure entre la robe et le fond ;
- un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;
- une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;
- l'inspection des ancres si le réservoir en est pourvu ;
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Cette échéance est également compatible avec les échéances de maintenance des accessoires présents sur le réservoir lorsque ces opérations de maintenance sont nécessaires pour garantir l'intégrité du réservoir ou son exploitation de manière sûre. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

29-4. Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima :

- l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;
- une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;
- des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ;
- le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ;
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Cette échéance est également compatible avec les échéances de maintenance des accessoires présents sur le réservoir lorsque ces opérations de maintenance sont nécessaires pour garantir l'intégrité du réservoir ou son exploitation de manière sûre.

29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.

29-6. Les inspections externes et hors exploitation sont réalisées :

- par des services d'inspection de l'exploitant reconnus par le préfet ou le ministre chargé du développement durable ; ou
- par un organisme indépendant habilité par le ministre chargé de la sécurité industrielle pour toutes les activités de contrôle citées à l'article L. 557-28 du code de l'environnement ; ou
- par des inspecteurs certifiés selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé du développement durable ; ou
- sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité. Le préfet peut récuser la personne ayant procédé à ces inspections s'il estime qu'elle ne satisfait pas aux conditions du présent alinéa.

Lorsqu'un guide professionnel portant sur le contenu détaillé des différentes inspections est reconnu par le ministre chargé du développement durable, l'exploitant le met en œuvre sauf s'il justifie le recours à des pratiques différentes.

Lorsque les réservoirs présentent des caractéristiques particulières (notamment de par leur matériau constitutif, leur revêtement ou leur configuration) ou contiennent des liquides inflammables de caractéristiques physico-chimiques particulières, des dispositions spécifiques peuvent être adaptées (nature et périodicité) pour les inspections en service et les inspections hors exploitation détaillées sur la base de guides reconnus par le ministre chargé du développement durable.

#### **Constats :**

Le réservoir cité au point de contrôle précédent, fait l'objet d'un plan d'inspection établi en 2012,

intégrant les visites de routine ainsi que les inspections quinquennales et décennales. Des mesures d'épaisseur, sur des points fixes du réservoir, sont réalisées tous les cinq ans.

4 repères sont matérialisés sur le réservoir afin d'identifier les points de mesure.

La dernière visite de routine date du 17 novembre 2025 et n'a révélé aucune anomalie. Une inspection externe détaillée a été réalisée en novembre 2022 et une inspection hors exploitation en août 2017. L'inspection a pu consulter le rapport incluant des photographies de l'intérieur du bac.

Les visites de routine sont réalisées annuellement sur la base d'une check-list couvrant les points principaux (mise à la terre, fuites, accès, toit, inspection visuelle).

Les inspections externes détaillées sont effectuées en interne par du personnel formé. **Toutefois, l'analyse de la check-list utilisée par le personnel montre que certains points réglementaires n'y figurent pas, notamment le contrôle de la verticalité, la recherche de déformations géométriques, l'inspection des ancrages ou encore le détail des soudures examinées.** L'exploitant indique qu'une mise à jour de la check-list était d'ores et déjà prévue pour 2026 afin d'intégrer ces éléments.

L'inspection hors exploitation réalisée en 2017 comporte une inspection interne complète, des mesures d'épaisseur et une vérification visuelle des soudures. **Cependant, le mode opératoire précis pour les mesures d'épaisseur, ainsi que la nature des soudures contrôlées, mériterait d'être davantage détaillé.**

Aucun report d'échéance de visite n'a été sollicité par l'exploitant.

Les inspections sont réalisées par du personnel interne ayant suivi une formation à l'APAVE en 2012-2013. Trois personnes sont habilitées pour mener les inspections quinquennales et décennales. **Lors de la visite, il n'a cependant pas été possible d'obtenir les référentiels de formation ou de certification utilisés pour démontrer la compétence des intervenants sur les vérifications réalisées.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- Compléter les listes d'opérations à effectuer dans le cadre des différentes visites périodiques en intégrant l'ensemble des vérifications réglementaires susmentionnées ;
- Justifier de la compétence des intervenants responsables des différentes visites périodiques des installations dans le cadre de la démarche PMII ;

Les justificatifs de ces différentes actions seront transmises à l'inspection dans les délais précisés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois